



Assemblée générale

GA/11429

Département de l'information • Services des information et des accreditations • New York

Assemblée générale

Soixante-huitième

18^e & 19^e séances plénières

matin & après-midi

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE: LES PETITS ÉTATS INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT SONNENT L'ALERTE ET RÉCLAMENT DES MESURES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LES OCÉANS

Les petits États insulaires en développement (PEID) ont profité aujourd'hui du débat général de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale de l'ONU pour sonner l'alerte. Alors que la communauté internationale s'apprête à élaborer le programme de développement pour l'après-2015, ils ont réclamé une place de choix pour la lutte contre les changements climatiques et la protection des océans.

Le Premier Ministre de Vanuatu s'est même interrogé sur l'utilité de discuter des objectifs de développement durable pour l'après-2015, alors que le monde ne remplit pas son obligation de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les changements climatiques doivent être une des principales priorités de l'agenda international, a renchéri le Premier Ministre de Maurice. Le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) qui a été publié hier est sans équivoque, a-t-il insisté: nous ne pouvons plus ignorer que les êtres humains qui sont en train de mettre la planète en danger et qu'aucun pays n'est à l'abri. Certains PEID souffrent non seulement des changements climatiques mais courent déjà le risque d'être submergés par l'élévation du niveau de la mer, a ajouté le Vice-Premier Ministre de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Le Premier Ministre mauricien a exhorté la communauté internationale à conclure, d'ici à 2015, un accord international et juridiquement contraignant sur les changements climatiques. Plaidant pour que les océans soient un objectif à part entière dans le programme de développement pour l'après-2015, il a appelé l'ONU à diriger l'élaboration d'une « vision mondiale pour les océans » capable d'élargir l'espace économique des petits États insulaires en développement tout en veillant à la gestion durable des ressources maritimes. La santé de nos économies dépendra de la santé de nos océans, a-t-il insisté, et en dépit de leur petite taille, s'est-il expliqué, les petits États insulaires peuvent devenir de grands États océaniques et surmonter leurs nombreuses vulnérabilités.

En l'occurrence, les PEID ont dit placer beaucoup d'espoir dans la troisième Conférence internationale sur leur situation, qui se tiendra l'année prochaine à Samoa. Une Conférence, ont-ils voulu, qui trouve des solutions à tous leurs problèmes spécifiques, comme l'a dit le Premier Ministre de la Jamaïque. Son homologue du Cap-Vert a en effet soulevé la question de l'accès trop rapide de son pays au statut de pays à revenu intermédiaire, alors qu'il connaît encore un taux élevé de pauvreté, d'inégalité et de chômage ainsi qu'un accès insuffisant aux biens et aux services.

Le Premier Ministre de Vanuatu a soulevé le même type de problèmes, lui qui a dit craindre le retrait imminent de son pays de la catégorie des PMA, et le risque de voir réduite l'aide par tête d'habitant. Le Vice-Premier Ministre de Tuvalu s'est donc félicité de la décision du Conseil économique et social (ECOSOC) de différer sa décision sur son pays.

Un autre problème a été touché du doigt par le Premier Ministre et Ministre des finances des Bahamas, celui de « l'agression économique incessante des pays développés contre les économies fondées sur les services financiers off-shore ». Il a lancé à l'ONU le défi de mener la recherche sur des mécanismes multilatéraux qui tiennent compte des intérêts des pays développés, qui veulent protéger leur système fiscal, et qui, dans le même temps, permettent aux économies off-shore de contribuer à croître de manière ordonnée et réglementée.

Dans un autre registre, le Premier Ministre de l'Inde a réagi au discours prononcé hier par son homologue pakistanais qui affirmait vouloir amorcer un « nouveau début ». Le Chef du Gouvernement indien s'est félicité à la perspective de rencontrer son homologue du Pakistan demain et a conditionné tout progrès à la capacité de ce dernier de faire en sorte que son territoire ne soit pas utilisé pour des actes de terrorisme contre l'Inde. Le Premier Ministre indien a aussi prévenu qu'il n'y aura « jamais, au grand jamais » de compromis sur l'appartenance du Jammu-et-Cachemire à l'Inde.

Sur le front de l'Europe de l'Est, le Premier Ministre albanais a non sans humour vanté le potentiel de son pays: « après avoir vu « Wag the Dog », « moi-même j'ai eu peur d'être en Albanie », a-t-il plaisanté pour décrire la mauvaise image véhiculée sur son pays. Il a promis une lutte acharnée contre la corruption et dit sa ferme détermination à faire entrer son pays dans l'Union européenne. Son appui à l'indépendance « irréversible » du Kosovo lui a valu un droit de réponse de la Serbie. Les représentants de l'Iran et des Émirats arabes unis ont également exercé leur droit de réponse.

L'Assemblée générale poursuivra son débat général lundi 30 septembre, à partir de 9 heures.

Suite du débat général

Mme PORTIA SIMPSON MILLER, Premier Ministre de la Jamaïque, a voulu que les délibérations sur le programme de développement pour l'après-2015 prennent en considération les besoins spécifiques des petits États insulaires en développement qui sont confrontés aux changements climatiques et à l'élévation du niveau de la mer, tout en faisant face aux situations socioéconomiques nouvelles et émergentes. Mme Simpson Miller a espéré que la communauté internationale accordera l'attention requise à ces États durant l'Année internationale des petits États insulaires en développement, en 2014. Elle a prévenu que le succès de la Conférence de Samoa, l'année prochaine, dépendra d'un appui international fort et de l'intégration des questions qui préoccupent les petits États insulaires en développement dans les activités du système des Nations Unies.

Une approche durable du développement doit inclure les questions liées au handicap, aux maladies non contagieuses et aux ressources financières additionnelles nécessaires à la lutte contre le VIH/sida. À ces questions, le Premier Ministre a ajouté celle de la sécurité routière. Il est donc urgent, a-t-elle poursuivi, de trouver des financements assez novateurs et durables pour répondre aux préoccupations des pays en développement à revenu intermédiaire. Les réformes doivent traiter du problème de la viabilité de la dette et du système de classification des pays à revenu intermédiaire.

Tout effort doit avoir pour objectif la création d'emploi, a tranché le Premier Ministre, en particulier pour les jeunes. Alors que des pays comme la Jamaïque mettent en œuvre des stratégies pour traiter de leur dette et encourager la croissance et l'investissement, il est essentiel que les institutions financières internationales et les partenaires au développement reconnaissent l'importance des mécanismes de protection sociale, a poursuivi Mme Simpson Miller, en soulignant sa détermination à travailler pour le bien-être et l'avenir des enfants. En l'occurrence, elle a appelé à des efforts redoublés contre la traite des êtres humains et de « tout ce qui ressemble à de l'esclavage ».

Fière d'avoir fait la promotion, avec les pays de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), d'un Mémorial permanent pour les victimes de l'esclavage au Siège de l'ONU, le Premier Ministre a appuyé l'idée d'un dialogue international « sans confrontation » sur la question des réparations, et de la proclamation d'une décennie des personnes d'ascendance africaine.

Soucieuse de participer à la lutte contre la criminalité transnationale organisée, la Jamaïque a entamé le processus de ratification du nouveau Traité sur le commerce des armes, a indiqué le Premier Ministre.

M. NAVINCHANDRA RAMGOOLAM, Premier Ministre de Maurice, a estimé que la question des changements climatiques doit être une des principales priorités de l'agenda international. Le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat qui a été publié hier est sans équivoques, a-t-il souligné, nous ne pouvons plus nous permettre d'ignorer le fait que les êtres humains sont en train de mettre la planète en danger et aucun pays ne peut s'estimer à l'abri des effets néfastes des changements climatiques. M. Ramgoolam a exhorté la communauté internationale à conclure, d'ici à 2015, un accord international et juridiquement contraignant sur les changements climatiques. Il a également jugé nécessaire d'adopter, lors de la prochaine Conférence des parties qui se tiendra à Paris, un traité « universel et ambitieux » capable de répondre aux préoccupations concrètes de chacun, y compris les États les plus vulnérables.

M. Ramgoolam a appelé la communauté internationale à redoubler d'efforts pour atteindre les objectifs définis dans le Cadre d'action de Hyogo, se félicitant ensuite de la tenue, en 2015, au Japon, de la Conférence mondiale sur la réduction des risques de catastrophe. Il a également dit espérer que la troisième Conférence

internationale des petits États insulaires en développement, qui se tiendra l'an prochain à Samoa, permettra de bâtir un partenariat plus actif et plus collaboratif inter-États et entre eux et la communauté internationale.

Le programme de développement pour l'après-2015, a enchaîné le Premier Ministre, doit comprendre une feuille de route sur la création d'un système économique mondial interconnecté fondé sur le postulat que toutes les économies sont interdépendantes. S'il a reconnu la nécessité de mettre sur pied un cadre de développement commun, M. Ramgoolam a néanmoins estimé que celui-ci devait comprendre des échéances et des stratégies de mise en œuvre différenciées, tenant compte des différents niveaux de développement. Il a également insisté sur le rôle de la coopération et des partenariats aux niveaux régional et international, et a par ailleurs jugé nécessaire de permettre aux pays en développement d'être davantage impliqués dans le processus de prise de décisions économiques au niveau mondial.

Le Premier Ministre a appelé l'ONU à occuper un rôle de chef de file dans l'élaboration d'une « vision mondiale pour les océans » capable d'élargir l'espace économique des petits États insulaires en développement tout en veillant à la gestion durable des ressources. La santé de nos économies dépendra de la santé de nos océans, a-t-il fait observer. M. Ramgoolam a expliqué que Maurice avait lancé un dialogue national pour faire de l'économie des océans un des principaux piliers de son développement. Il a donc appelé la communauté internationale à appuyer les activités liées au développement de l'économie marine. Ce faisant, et en dépit de leur petite taille, s'est-il expliqué, les petits États insulaires peuvent devenir de grands États océaniques et surmonter leurs nombreuses vulnérabilités.

M. Ramgoolam a dénoncé le « démantèlement » de l'archipel des Chagos par la puissance coloniale qui s'est fait, a-t-il affirmé, en violation du droit international et lequel a eu pour effet de laisser le processus de décolonisation de Maurice inachevé. Il s'est notamment insurgé contre le fait que le Royaume-Uni ne manifeste, a-t-il affirmé, aucune intention de trouver une issue à cet « épisode honteux de son passé colonial ». Il a annoncé qu'un accord-cadre avait été conclu avec la France pour assurer la cogestion de l'île de Tromelin, « sans préjudice de la souveraineté de Maurice ».

M. Ramgoolam a conclu en attirant l'attention sur la Conférence ministérielle africaine sur l'intégration régionale qui s'est tenue à Maurice.

M. MOANA CARCASSES KALOSIL, Premier Ministre de Vanuatu, s'est dit préoccupé par les conflits qui détournent l'attention internationale de nos aspirations au développement. Il a ajouté que les Nations Unies sont une tribune où depuis 1981, son pays s'est prononcé contre le colonialisme et le nouvel impérialisme sous toutes ses formes. La décolonisation n'est pas encore achevée, a-t-il constaté en soulignant l'importance de maintenir le dialogue entre le Gouvernement français et le peuple kanak.

Le Premier Ministre a réitéré son appel aux Nations Unies qui doivent restées impartiales et éviter toute mise en œuvre sélective des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité sur les droits de tous les peuples à la liberté. Il a regretté le mutisme de l'ONU face aux droits du peuple de la Papouasie occidentale. M. Kalosil a demandé la nomination d'un représentant spécial de l'ONU pour enquêter sur la situation et le statut politique de ce territoire. Il est temps pour l'ONU de corriger les erreurs historiques, a invité le Premier Ministre.

Il a souligné l'importance historique des deux territoires du sud de Vanuatu à savoir les îles Umaepnune (Mathew) et Leka (Hunter) « toujours occupées par la France ». Ces deux îles sont d'une grande importance car elles constituent la base de notre cadre culturel unique. Nous demandons au Gouvernement français d'accorder à notre peuple indigène de TAFEA l'accès aux terres de leurs ancêtres, a dit le Premier Ministre.

S'agissant des OMD, le Premier Ministre a indiqué que son pays a mis l'accent sur les changements climatiques, l'énergie renouvelable et l'exploitation durable de l'environnement. Concernant le programme de développement pour l'après-2015, il a voulu qu'il tienne compte de la complexité qui existe dans les programmes internationaux d'aide au développement, couplée au risque de crises financières imprévues qui peuvent affecter l'apport de l'aide; les défis de réalisation des OMD rencontrés par les pays; l'ambiguïté et la difficulté dans la priorisation des objectifs; le retrait imminent de Vanuatu du statut des PMA et les avantages qui vont avec; et le risque de voir réduite l'aide par tête d'habitant.

« L'Albanie n'est pas une grande puissance », a déclaré d'emblée son Premier Ministre, M. EDI RAMA. « C'est un petit pays avec un grand potentiel ». En vérité, a reconnu le Premier Ministre, les gens ne connaissent pas vraiment l'Albanie mais ce qu'ils croient en savoir n'est pas très bon pour nous. L'industrie du cinéma n'a pas particulièrement été gentille avec nous, et après avoir vu « Wag the Dog », « moi-même j'ai eu peur d'être en Albanie », a confié le Premier Ministre non sans humour. Il a espéré que Liam Neeson, Dustin Hoffman et Robert de Niro viendront en l'Albanie, voir comme ce pays est beau et sentir le potentiel « que je sens ».

Mais je ne suis pas naïf, nos problèmes ne viennent pas seulement d'Hollywood, a reconnu le Premier Ministre. Il a cité la corruption qui défigure le pays comme une lame défigure un visage. La corruption qui décourage les investisseurs, qui retarde les progrès et qui pousse les gens à se méfier de la justice. Mais, cette corruption peut être battue, a affirmé le Premier Ministre. Ce ne sera pas facile mais cela peut être fait et nous sommes pleinement engagés, a-t-il assuré. Après avoir souligné l'importance de l'ONU, le Premier Ministre a parlé d'une autre organisation tout aussi essentielle, l'Union européenne, « l'autre projet politique le plus important que le monde ait jamais connu ». Nous sommes conscients des changements que nous devons faire pour y être admis, et nous sommes déterminés à les opérer, a dit le Premier Ministre.

Nous, Albanais, Serbes, Monténégrins, Macédoniens et tous les autres peuples de la région, devons garder notre regard tourné vers l'Union européenne pour notre développement. Aussi, pour créer un nouvel élan dans la coopération régionale, a-t-il proposé de combiner les objectifs de la Stratégie de l'Europe du Sud-Est pour 2020 avec les projets de l'Agenda de l'Europe pour 2020. Ma vision pour l'Albanie, a-t-il précisé, est aussi une vision pour des Balkans qui travaillent ensemble, défiant leur histoire de guerre et de conflits innombrables. Disons-le haut et fort, les guerres et les conflits appartiennent au passé.

Le Premier Ministre s'est dit convaincu que l'accord « remarquable » entre le Kosovo et la Serbie a inauguré « une nouvelle ère » en Europe du Sud-Est. Dans l'intérêt de la paix et de la prospérité de la région, l'Albanie appuie l'indépendance « irréversible » du Kosovo. Aujourd'hui, a dit le Premier Ministre, la Croatie est entrée à l'Union européenne. Nous faisons la queue, tout comme la Serbie et le Kosovo. Nous, les pays de la région, pouvons montrer combien nous avons changé et avec quelle vitesse nous pouvons faire les changements qu'il faut pour prendre place aux côtés des autres nations modernes d'Europe.

Cela prendra du temps, a-t-il dit, et de la persévérance. Cela exigera la compréhension et l'appui des États membres de l'Union européenne et de notre part, du leadership. Nous pouvons y arriver, a dit le Premier Ministre, qui a rappelé que « La Renaissance de l'Albanie » était le thème de sa campagne électorale.

M. ANTONI MARTÍ PETIT, Chef du Gouvernement d'Andorre, a estimé qu'en dépit de toutes les discussions portant sur l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015, il importe de ne pas perdre de vue le fait que la majorité des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) n'auront pas été atteints d'ici à 2015. Peu d'avancées ont été réalisées en matière de durabilité et de protection de l'environnement, a notamment dénoncé M. Petit, la mortalité infantile continue d'augmenter dans les régions les plus pauvres de la planète, l'éducation primaire universelle ne sera jamais atteinte d'ici à 2015 et les efforts déployés pour prévenir et traiter le VIH/sida dans les pays les plus pauvres sont insuffisants.

Il s'est en revanche félicité du fait que le nombre de personnes vivant dans la pauvreté extrême avait baissé de moitié depuis l'an 2000. Il a aussi salué les progrès réalisés en matière d'accès à l'eau, de lutte contre la malaria et la tuberculose et de réduction de la faim. Le dirigeant d'Andorre a appelé à l'élaboration d'un programme de développement davantage plus ambitieux et jouissant d'un engagement encore plus fort de la communauté internationale.

Tournant ensuite son intention sur la situation qui prévaut en Syrie, M. Petit a appelé à la conclusion d'un accord sur la preuve de la destruction de l'arsenal d'armes chimiques syrien. Il a exhorté la communauté internationale à tirer profit de la « dynamique actuelle » pour déployer davantage d'efforts diplomatiques afin de trouver une issue pacifique au conflit. Les principes et valeurs de l'ONU ne sauraient se limiter à de grandes déclarations qui n'ont aucun impact sur la vie des gens. Un agenda de développement ambitieux est le meilleur moyen de prévenir les conflits, a-t-il tranché.

M. MOHD NAJIB TUN ABDUL RAZAK, Premier Ministre de Malaisie, a rappelé que trois ans auparavant, il avait parlé du Mouvement mondial des modérés pour rejeter l'extrémisme sous toutes ses formes parce que nous sommes divisés entre les extrémistes et les modérés. De tous les changements qui ont eu lieu depuis trois ans, de nouvelles questions se posent sur le rôle de l'Islam en politique et sur la nécessité d'un développement plus inclusif. « Je crois que la plus grande menace contre les musulmans aujourd'hui ne vient pas de l'extérieur mais de l'intérieur même du monde musulman », a estimé le Premier Ministre.

Pour illustrer son propos, il a évoqué l'opposition entre les sunnites et les chiites qui menace la vie et les moyens de subsistance de millions de musulmans dans le monde. Dans le monde musulman, les extrémistes ont imposé leur programme religieux, menaçant les familles, les pays et la « Oumma ». Les atrocités deviennent encore plus dures et la paix n'existe plus, a dénoncé le Premier Ministre.

Derrière ces violences, c'est l'avenir de l'Islam qui est en jeu, a-t-il encore dit. Mais en réaffirmant notre engagement pour la modération et en proposant des solutions aux problèmes politiques, nous pourrions faire en sorte

que l'islam revienne au centre. Nous pourrions marginaliser les extrémistes et avancer vers la paix, l'harmonie et la justice, a dit le Premier Ministre.

Aujourd'hui, l'attention du monde est focalisée sur la Syrie. Alors que des combattants du Hezbollah sont engagés sur le terrain, le conflit menace désormais le Liban, a-t-il averti. La situation sécuritaire en Iraq continue de se compliquer à cause de la guerre entre les miliciens sunnites et les groupes chiïtes. Au Pakistan, des bombes ont tué des musulmans à Quetta et à Karachi. Les causes de ces conflits sont différentes mais ils suivent un même chemin familier et sombre. En raison de l'échec des politiques, des prédicateurs radicaux et des groupes militants ont pu transformer des tensions en guerres de religion.

Face à cela, le Premier Ministre a proposé deux solutions, dont la première est la modération. Nous devons ensuite tout donner pour résoudre les crises et les tensions dans le monde musulman, à commencer par la Syrie. Nous devons aussi trouver la vision et la volonté politique nécessaires pour une solution en Palestine et finalement, nous devons continuer nos efforts pour construire des sociétés plus prospères, respectueuses de l'état de droit et de la démocratie.

M. M. KHIL RAJ REGMI, Premier Ministre du Népal, a déploré qu'une personne sur huit n'ait pas suffisamment de nourriture tandis que la surproduction agricole atteint des records. Il a jugé que le monde ne pourrait réaliser ses objectifs en matière de développement tant que persisteront la pauvreté, la consommation excessive et la surproduction. Il a, à ce titre, exhorté les États Membres à placer la lutte contre la pauvreté au centre du programme de développement pour l'après-2015. Il a plaidé pour une plus grande prise en compte des enjeux spécifiques des PMA. Il a évoqué les difficultés rencontrées dans la réalisation des OMD et estimé que la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul pourrait permettre à ces pays d'atteindre les objectifs en 2020. Rappelant l'objectif que s'est fixé son pays de sortir de la catégorie des PMA, le Premier Ministre a prévenu que ces derniers sont en fait les laissés-pour-compte de la mondialisation.

Face à la situation en Syrie, il a mis en avant le rôle essentiel des femmes dans le règlement des conflits et la nécessité de faciliter leur émancipation. Il a rappelé que la Constitution de son pays met les droits de la femme au centre des politiques et de l'action gouvernementale. Il a, à son tour, exprimé le soutien de son pays à une réforme du Conseil de sécurité qui reflète l'évolution démographique et stratégique du monde. En ce qui concerne la situation politique de son pays, il a reconnu l'incapacité de mener rédaction de constitution à son terme, tout en assurant qu'aucun effort n'est épargné pour organiser des élections, le 19 novembre prochain. Dans ce cadre, il a réaffirmé l'approche consensuelle et inclusive de ce processus électoral et remercié la communauté internationale pour son soutien à cette tâche essentielle.

M. MANMOHAN SINGH, Premier Ministre de l'Inde, a appelé à un consensus international adapté à l'époque et ancré dans la réalité. Il a estimé nécessaire de travailler plus directement en faveur du milliard de personnes dans le monde qui vit dans une pauvreté abjecte. Cette priorité, a-t-il ajouté, doit être le fondement du programme de développement pour l'après-2015. Il a voulu que les États Membres évitent de se focaliser sur les questions de gouvernance « au détriment d'une croissance économique robuste ». Ce programme, a-t-il enchaîné, ne doit pas se limiter à mettre l'accent sur les dépenses nationales, mais également promouvoir un véritable partenariat entre pays développés et en développement.

L'ONU se doit de définir des objectifs clairs et concis et fournir les moyens de leur mise en œuvre, en assurant un flux adéquats de ressources et le transfert des technologies. Outre la nutrition, la santé, l'éducation, les infrastructures, l'eau, l'assainissement et l'énergie, M. Singh a estimé que le programme de l'après-2015 doit faciliter l'accès des femmes à l'économie et les mettre à l'abri de la violence et des préjudices.

Le Premier Ministre s'est félicité de ce que l'Inde ait réussi, « avec des ressources modestes », à établir des liens forts avec l'Afrique et les pays les moins avancés (PMA). Les changements climatiques, a-t-il dit ensuite, comptent parmi les défis les plus importants de notre époque. Il a aussi fait part de sa « grave préoccupation » face à l'avenir de l'Asie occidentale. Il s'est plus particulièrement inquiété des répercussions du conflit syrien sur la stabilité et la sécurité de la région. Il a dénoncé le recours aux armes chimiques et a appelé à l'organisation, le plus tôt possible, de la Conférence Genève II. M. Singh a également appelé la communauté internationale à appuyer le processus de transition sécuritaire et économique en Afghanistan.

Le Premier Ministre de l'Inde n'a pas manqué d'évoquer le discours prononcé hier par son homologue pakistanais qui affirmait vouloir amorcer un « nouveau début ». M. Singh a dit vouloir rendre la pareille et s'est félicité à la perspective de rencontrer le Premier Ministre du Pakistan demain. Il a affirmé que l'Inde s'est engagée avec sérieux à trouver une issue à tous les différends qui l'opposent au Pakistan, notamment la question du Jammu-et-Cachemire, par l'intermédiaire du dialogue bilatéral et sur la base de l'Accord de Simla. Mais pour progresser, a-t-il cependant fait observer, il importe de s'assurer que le territoire du Pakistan et les zones qui sont sous son contrôle ne soient pas utilisés pour appuyer des actes de terrorisme contre l'Inde. La machine terroriste qui tire sa survie du

Pakistan doit être démantelée et il ne doit faire aucun doute que le Jammu-et-Cachemire est une partie intégrale de l'Inde et qu'il n'y aura jamais, au grand jamais, de compromis sur l'unité et l'intégrité territoriale de l'Inde, a souligné M. Singh.

M. JOSÉ MARIA PEREIRA NEVES, Premier Ministre du Cap-Vert, s'est dit fier d'annoncer que, sans son pays, le taux de pauvreté a reculé et est passé de 20,5% en 2002 à 12% en 2012. Le défi actuel est d'éviter tout recul qui pourrait venir de la situation économique mondiale. Malgré l'accession du pays au statut de pays à revenu intermédiaire, le Cap-Vert a toujours un taux élevé de pauvreté, d'inégalité et de chômage ainsi qu'un accès insuffisant aux biens et aux services. À ce stade, a confié le Premier Ministre, nous sommes dans une période de transition. Les instruments créés ne suffiront pas à répondre aux défis actuels à préparer un avenir qui pointe vers le développement avancé, à moins qu'il ne fasse partie d'un agenda mondial, mené par les Nations Unies et une coopération internationale intensive.

Pour le Cap-Vert, les changements climatiques sont un problème pressant, tout comme l'insécurité alimentaire, l'acidification des océans, la perte de biodiversité. À cet effet, il a exhorté les États Membres à s'unir dans une convergence historique sur l'environnement en vue de mettre en œuvre les politiques établies dans le Document final de la Conférence Rio+20 sur le développement durable. S'agissant du programme de développement de l'après-2015, c'est surtout le chômage qui préoccupe le Cap-Vert, ainsi que la pérennité des programmes de sécurité sociale. Sur le plan culturel, le Premier Ministre a plaidé pour que la langue portugaise, la cinquième langue la plus parlée au monde, devienne une langue officielle ou une langue de travail des organisations internationales, dont les Nations Unies.

M. LEO DION, Vice-Premier Ministre de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, a déclaré que son pays avait établi un agenda « transformateur » pour relancer son développement jusqu'en 2050. L'économie nationale continue à enregistrer une croissance-record, grâce à un gouvernement stable qui met en place des politiques fiscales et monétaires responsables. Pour maximiser les opportunités et améliorer la vie des citoyens, le Gouvernement s'est engagé à réinvestir dans les infrastructures, la santé et l'éducation. Les partenariats avec le secteur privé sont renforcés pour promouvoir la croissance dans les secteurs non miniers.

« L'exportation de nos matières premières n'est pas une option », a précisé M. Dion. Par conséquent, la Papouasie-Nouvelle-Guinée encourage la transformation par la mise en place de coentreprises. En outre, le Gouvernement a adopté le principe de « tolérance zéro » vis-à-vis de la corruption. Une commission indépendante contre la corruption sera créée pour promouvoir l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption.

Le Ministre a reconnu la nécessité d'améliorer les indices de développement humain, en particulier dans le domaine des droits de l'homme. Les violences sexistes, les morts liées à la sorcellerie, l'accès aux services sociaux et le faible taux de représentation des femmes dans les secteurs public et privé laissent à désirer. Toutefois, M. Dion a considéré que les rapports sur les droits de l'homme et le développement humain sont souvent « exagérés » et ne reflètent pas les efforts positifs entrepris par le Gouvernement.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée vient de signer un accord bilatéral avec l'Australie sur la réinstallation des demandeurs d'asile. Dans le cadre de la coopération Sud-Sud et du développement, le pays s'est engagé à fournir une assistance à ses voisins, dont les Îles Salomon, Fidji, Tuvalu, les Îles Marshall, Tonga et Samoa. À travers le Groupe du fer de lance mélanésien, les pays de la région créent des liens dynamiques dans plusieurs domaines, comme le commerce, l'éducation ou les échanges sportifs et culturels.

Par ailleurs, a poursuivi M. Dion, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les petits États insulaires en développement du Pacifique demandent l'inclusion des océans comme objectif à part entière dans le programme pour l'après-2015. Non seulement ces petits États souffrent des changements climatiques, mais, ils courent en plus le risque d'être submergés par l'élévation du niveau de la mer.

Enfin, le Ministre s'est réjoui des progrès enregistrés dans la mise en œuvre de l'Accord de paix de Bougainville. Il s'est félicité de la réduction des effectifs de la Mission d'assistance régionale aux Îles Salomon.

M. GUIDO WESTERWELLE, Ministre fédéral des affaires étrangères de l'Allemagne, a fait valoir que « les Nations Unies doivent refléter le monde tel qu'il est, non pas tel qu'il a été », pour être en mesure de relever les défis contemporains. Ainsi le Conseil de sécurité ne reflète-t-il pas les réalités d'aujourd'hui. L'Allemagne, avec le Japon, l'Inde et le Brésil, est prête à assumer une responsabilité plus grande avec un siège permanent au Conseil.

Les développements dans le monde arabe ont montré que la stabilité d'un pays dépend avant tout de la stabilité sociale, a déclaré ensuite M. Westerwelle. Le respect des droits de l'homme individuels, l'état de droit et la participation générale de la population sont les meilleurs garants de la cohésion sociale.

Préoccupé par la crise syrienne, le Ministre a considéré que les auteurs des attaques à l'arme chimique doivent répondre de leurs actes devant la Cour pénale internationale (CPI). La CPI doit au moins pouvoir entamer une enquête indépendante. Saluant l'accord entre le Conseil de sécurité et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), l'Allemagne est prête à fournir une aide financière et technique pour détruire ces armes. Il ne peut y avoir de solution militaire en Syrie, a affirmé M. Westerwelle. Seule une solution politique peut produire une paix durable. Pour cela, il faut un cessez-le-feu immédiat.

À ce jour, l'Allemagne a déboursé plus de 420 millions d'euros pour atténuer les souffrances du peuple syrien. Malgré l'aide extérieure, des millions de Syriens fuient leur pays. Le Ministre a rendu hommage à l'ONU et à son personnel qui, dans toute cette dévastation, représentent « le visage de la compassion et, pour beaucoup de Syriens, le seul espoir ».

La tragédie syrienne souligne l'importance du désarmement pour ce qui est des armes de destruction massive et des régimes de non-prolifération, a insisté M. Westerwelle. « Le désarmement est une question cruciale pour l'avenir de l'humanité. » C'est la raison pour laquelle l'Iran doit également dissiper les doutes de la communauté internationale quant à la nature exclusivement pacifique de son programme nucléaire.

La politique étrangère de l'Allemagne est centrée sur la prévention des crises, et les Allemands acceptent leur responsabilité en matière de maintien de la paix. L'Allemagne, a poursuivi le Ministre, reste profondément ancrée dans l'Europe. Elle met l'accent sur le développement social et le renforcement de la société civile. À l'ère du numérique, elle a soumis au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies une initiative relative à la protection du droit à la vie privée.

M. TITUS CORLĂȚEAN, Ministre des affaires étrangères de la Roumanie, a axé son intervention sur les évolutions positives récentes dans les activités des Nations Unies, notamment les efforts de la communauté internationale au Mali où les résultats obtenus jusqu'à présent sont encourageants. En tant que membre de l'Union européenne, la Roumanie salue l'adoption de la résolution du Conseil de sécurité sur la Mission au Mali, a dit le Ministre, en rappelant que son pays a déployé 10 experts militaires dans la mission de formation de l'Union européenne. Le Ministre a également salué l'adoption du Traité sur le commerce des armes, et a encouragé tous les efforts pour qu'il entre en vigueur au plus tôt. La Roumanie a d'ailleurs lancé son processus de ratification.

La Roumanie est également solidaire de toutes les initiatives visant à obtenir une paix durable au Moyen-Orient, dont la mise en œuvre complète de la Feuille de route du Quatuor. Elle se félicite de la reprise des pourparlers directs israélo-palestiniens qui a été facilitée par les États-Unis. En tant que membre du Groupe de haut niveau sur les objectifs de développement durable, la Roumanie, qui partage un siège avec la Pologne, estime que le nouveau cadre de développement pour l'après-2015 doit renforcer l'engagement de la communauté internationale à éliminer la pauvreté et à assurer le développement durable.

La Roumanie, a dit le Ministre, a mis en place un Groupe de travail ministériel ad hoc pour définir sa vision nationale sur ces objectifs qu'elle défendra au sein de ce Groupe. Pour le Ministre, ces objectifs doivent être universels et applicables à tous les États. Ils doivent être assortis de propositions claires s'agissant des actions et mécanismes innovants à adopter pour pouvoir mesurer les progrès. Le Ministre a salué la mise en place du Comité intergouvernemental chargé d'analyser les options de financement du développement durable.

Il a également rendu hommage à l'action des Nations Unies dans le domaine humanitaire compte tenu de la demande internationale croissante. La Roumanie contribue à ces efforts par le biais de son Centre de transit d'urgence de Timisoara qui accueille des personnes qui ont urgemment besoin de protection internationale. Des structures similaires ont été répliquées dans d'autres régions, a précisé le Ministre.

Dans le contexte de la crise syrienne, il a espéré que les Syriens sauront saisir l'occasion qui leur est ouverte par la résolution du Conseil de sécurité adoptée hier. Il a aussi estimé que l'entretien téléphonique d'hier entre le Président Obama et le Président Rouhani représente une percée majeure qui donne l'espoir de voir le programme nucléaire iranien devenir plus transparent et uniquement axé sur la production d'énergie nucléaire.

Le Ministre a toutefois demandé à la communauté internationale de ne pas perdre de vue les conflits de la région de la mer Noire comme ceux du Nagorny-Karabakh, de l'Abkhazie et de l'Ossétie ou encore de la région de Transnistrie.

M. VLADIMIR MAKEI, Ministre des affaires étrangères de Bélarus, a déclaré qu'alors que la mondialisation accélère sa course, des ajustements devraient être mis en place plus rapidement. Nous avons besoin d'un mécanisme qui permettra de faire face à ce dilemme de façon intelligente et efficace. « J'appelle cela le nouvel ordre mondial », a indiqué le Ministre. Cet ordre implique la stabilité alors que les anciennes règles ne sont plus observées, a-t-il ajouté. La situation géopolitique actuelle est caractérisée par la montée de multiples compétitions

ainsi que par la crise de la gouvernance mondiale. Il est évident que si nous ne pouvons pas arriver à ce nouvel ordre volontairement, l'anarchie prévaudra par défaut, a averti le Ministre. Aussi, a-t-il proposé trois étapes pour parvenir à ce nouvel ordre mondial.

La première étape passe par l'autonomisation des États. Seuls des États forts peuvent répondre aux aspirations et défendre les intérêts de leurs citoyens, a dit le Ministre. D'autant que la mondialisation et ses phases de dérégulations ont réduit l'importance des États. La deuxième étape consiste à mettre en place une classe moyenne robuste. À cet égard, le Bélarus est prêt à repenser la définition des pays à revenu intermédiaire au niveau international. Le Bélarus salue aussi l'organisation d'une Conférence internationale de haut niveau des pays à revenu intermédiaire, en juin, au Costa Rica. La troisième étape consiste en la réalisation du programme de développement pour l'après-2015 notamment en matière de migration, d'énergie et d'emploi. Avant de terminer, le Ministre a indiqué que chaque objectif doit être réalisé dans le cadre d'un partenariat mondial avec la participation de tous les États, les organisations internationales, la société civile et le secteur privé.

M. RUI MACHETE, Ministre d'État et des affaires étrangères du Portugal, a vivement condamné l'attaque terroriste de Nairobi, soulignant que de tels incidents rappellent à tous que les efforts dans la lutte contre le terrorisme restent d'une importance capitale. « Nous ne pourrions pas vivre dans un monde de paix et de liberté et dans un environnement de tolérance et de respect mutuel tant que nous n'aurons pas éradiqué le terrorisme. » Dans le cas de la Syrie, il a dénoncé les horreurs de la guerre qui frappe le pays et la souffrance des populations civiles, et en particulier le recours aux armes chimiques, ce qui contrevient au droit international et va à l'encontre de la civilisation.

Le monde ne peut rester spectateur lorsque la limite entre civilisation et barbarisme est dépassée, chose que la communauté internationale s'était engagée à ne jamais laisser se reproduire, a averti le Ministre. Face à cette crise, il faut réaffirmer la « centralité » des Nations Unies pour trouver une solution. Pour lui, c'est précisément « l'absence de l'ONU » durant la phase de prévention et de contrôle, suite au blocage du Conseil de sécurité, qui a permis à la crise syrienne d'atteindre une ampleur aussi dramatique et inacceptable tant sur le plan politique qu'humanitaire.

Maintenant qu'un accord a été trouvé pour neutraliser et détruire les armes chimiques syriennes, le monde s'est à nouveau tourné vers le Conseil de sécurité et l'ONU, a noté le Ministre, saluant au passage les efforts politiques et diplomatiques considérables déployés par les États-Unis, la Fédération de Russie et le Représentant spécial conjoint. Il faut maintenant consolider cette voie politico-diplomatique et tenir la Conférence « Genève II ». Toute solution politique à la crise passe par la bonne volonté et l'engagement de toutes les parties, a-t-il souligné, invitant la communauté internationale à continuer de faire pression sur elles, en particulier sur Damas, dans le but de réaliser un avenir pacifique, démocratique et durable dans lequel toute la diversité de la société syrienne sera représentée. Le Ministre a également salué la reprise récente des pourparlers israélo-palestiniens que le Portugal appuie pleinement.

Pour ce qui est de la question du nucléaire iranien, M. Machete a lancé un appel aux autorités iraniennes pour qu'elles traduisent les signaux politiques encourageants en actions concrètes qui ouvrent la voie à une solution négociée permettant de recréer un climat de confiance quant à la nature pacifique du programme nucléaire iranien.

En Guinée-Bissau, où l'ordre constitutionnel a été renversé en avril dernier par un coup d'État, le Portugal, en tant que membre de l'Union européenne, de la communauté des pays lusophones, et en étroite collaboration avec la communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), fait son possible pour aider le pays à dépasser cette crise. Cela passe, selon le Ministre, par des élections présidentielle et législatives auxquelles tous les citoyens guinéens peuvent participer sans exception aucune et conformément aux engagements pris par les autorités locales et comme cela a été réitéré par le Conseil de sécurité. Il s'est dit inquiet d'une possible extension de la période transitoire.

En tant que Coprésident du Forum de la Méditerranée de l'Ouest, connu sous le nom de l'Initiative 5+5 qui réunit cinq pays du Nord et cinq pays du Sud de la Méditerranée, le Portugal cherche à promouvoir le dialogue et la confiance mutuelle. Abordant la question du cadre de développement pour l'après-2015, le Ministre a estimé qu'il fallait se servir des OMD comme points de référence et accorder la priorité à l'élimination de la pauvreté et au développement durable dans toutes ses dimensions. Il a préconisé une vision stratégique plus large et plus inclusive qui aille au-delà de la relation traditionnelle entre donateurs et bénéficiaires, grâce à la mise en place de nouveaux partenariats et acteurs internationaux.

Le Portugal fait également partie des pays qui demandent une réforme du Conseil de sécurité, à la fois de ses méthodes de travail et de sa composition. Des pays comme le Brésil, l'Inde devraient en faire partie et l'Afrique doit également y avoir une représentation permanente, a précisé M. Machete. Il a annoncé la candidature de son pays au Conseil des droits de l'homme pour 2015.

M. NABIL FAHMY, Ministre des affaires étrangères de l'Égypte, est revenu sur les manifestations qui ont éclaté le 25 janvier 2011 dans son pays dans le but, a-t-il indiqué, de bâtir un État moderne et démocratique. C'est l'Égypte que des millions de ses concitoyens ont choisi d'appuyer alors, la même Égypte qu'ils ont appelé de leurs vœux le 30 juin 2013, a lancé M. Fahmy, qui a affirmé que la vision ambitieuse des Égyptiens pourra se réaliser à condition d'œuvrer de manière systématique pendant une durée précise.

Il a précisé qu'une feuille de route est en train d'être mise en œuvre depuis le 3 juillet 2013, laquelle vise notamment à édifier des institutions au sein d'un État démocratique, les principes de justice, de liberté et de démocratie ayant déjà été établis. Le Ministre a aussi insisté sur l'importance, à cet égard, du maintien de la sécurité et du respect de l'état de droit. M. Fahmy a appelé à des relations plus démocratiques et plus coopératives entre les peuples, sur la base du respect mutuel et de la non-ingérence dans les affaires intérieures. Il a souligné la nécessité de trouver une solution politique urgente au conflit en Syrie et a dit espérer que la Conférence Genève II permettra de mettre en place une autorité de transition afin de mettre un terme à la guerre civile et aux « interventions étrangères ».

Le Ministre a salué les efforts des États-Unis pour relancer les négociations entre Israéliens et Palestiniens, se félicitant plus particulièrement de l'engagement manifesté par les deux parties. Il a qualifié de politiquement et de moralement inacceptable le fait que l'on ne réponde pas aux besoins de la population de Gaza. Plaidant pour la création d'un « nouveau Moyen-Orient », le Ministre a invité les pays de la région et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité à exprimer officiellement au Secrétaire général leur appui à la création d'une zone exempte d'armes de destruction au Moyen-Orient. Il a plus particulièrement appelé Israël à accéder, entre autres, au Traité sur la non-prolifération « en tant qu'État non nucléaire », et la Syrie ainsi que son propre pays à ratifier la Convention sur les armes biologiques.

L'Égypte devra également signer et ratifier la Convention sur les armes chimiques, à condition que l'ensemble des pays du Moyen-Orient achèvent les mesures d'accession aux conventions internationales interdisant l'emploi d'armes de destruction massive, a-t-il ajouté. M. Fahmy a également réclamé la tenue, « si possible avant la fin de l'année, mais d'ici au printemps 2014 au plus tard », de la conférence pour la création d'une zone exempte d'armes de destruction de masse au Moyen-Orient.

Le Ministre a par ailleurs annoncé la création prochaine de l'agence égyptienne de la coopération au développement, avant de réclamer un siège permanent au Conseil de sécurité pour l'Afrique.

M. ERLAN ABDYLDAYEV, Ministre des affaires étrangères du Kirghizistan, s'est réjoui de la priorité donnée par la soixante-huitième Assemblée générale au programme de développement pour l'après-2015. Il a en effet jugé que les OMD risquaient de ne plus être adaptés au monde nouveau qui se construit sous nos yeux. Il a enjoint les États Membres à inclure les recommandations des Nations Unies dans leur politique nationale de développement comme l'a fait son pays en élaborant la stratégie nationale de développement durable pour la période allant de 2013 à 2017. Il a évoqué en particulier la question des ressources en eau menacées par le réchauffement climatique. Il a, à ce titre, rappelé que 30% des glaciers de son pays avaient disparu et que la totalité d'entre eux étaient amenés à fondre d'ici à 2100. Il a en outre mis en exergue l'importance, selon lui, de développer l'hydroélectricité comme source d'énergie propre et durable. Cette source d'énergie est particulièrement pertinente pour les pays montagneux comme le sien, a-t-il expliqué tout en appelant la communauté internationale à prendre en compte la situation particulière et les difficultés spécifiques des pays montagneux sans littoral.

Il a également affirmé qu'il ne pouvait y avoir de développement sans la stabilité, l'anéantissement du terrorisme et de l'extrémisme religieux, la lutte contre le trafic de drogues et d'armes. Il s'est ému à cet égard de la persistance des troubles en Afghanistan et a jugé qu'il était nécessaire d'impliquer ce pays dans des projets de développement économique, en complément de l'action déployée sur le plan sécuritaire. Sur la question syrienne, il s'est prononcé pour une résolution pacifique du conflit et a affiché son soutien au processus engagé de destruction des armes chimiques. Il a, enfin, abordé la question de la réforme des institutions onusiennes en réitérant son soutien à un élargissement du Conseil de sécurité afin qu'il soit plus représentatif, plus transparent et plus démocratique.

M. ELMAR MAMMADYAROV, Ministre des affaires étrangères de l'Azerbaïdjan, a indiqué que son pays vient de devenir donateur, ce qui ouvre un « nouveau chapitre dans l'histoire de l'Azerbaïdjan ». Il a expliqué que l'Agence internationale du développement avait été créée à cette fin et que plusieurs projets d'aide avaient déjà été lancés dans plus de 20 pays. M. Mammadyarov a fait observer que les technologies de l'information et des communications (TIC) sont un moteur important du développement et a souligné l'importance d'intensifier les efforts pour promouvoir le renforcement des capacités en la matière et mettre les TIC au service du développement durable. Il a fait savoir que son gouvernement avait proposé la création d'une alliance pour la connectivité eurasiatique et s'est félicité de l'appui dont a bénéficié cette initiative.

M. Mammadyarov est revenu sur l'adoption, il y a 20 ans, de quatre résolutions condamnant l'occupation des territoires de l'Azerbaïdjan, confirmant, a-t-il précisé, que la région du Nagorno-Karabakh est une partie intégrante du territoire azéri et réclamant le retrait des forces d'occupation. Il a dit profondément regretter qu'aucune de ces résolutions n'ait été mise en œuvre et que les efforts de médiation qui se déroulent depuis plus de 20 ans dans le cadre de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) n'aient porté aucun fruit. Afin de détourner l'attention de la communauté internationale de la nécessité urgente de répondre aux principaux problèmes liés à la poursuite de l'agression contre l'Azerbaïdjan, a-t-il accusé, l'Arménie déforme la réalité et minimise l'importance des résolutions.

Qui plus est, s'est-il insurgé, les revendications annexionnistes, les mesures prises pour consolider le statu quo et empêcher le retour des milliers de déplacées défient ouvertement le processus de règlement du conflit et menacent gravement la paix et la sécurité régionales et internationales. Le Ministre a dénoncé le fait que les recommandations des missions d'établissement des faits de l'OSCE de 2005 et de 2010 soient restées lettre morte.

Il a affirmé que les informations relatives au transfert d'« Arméniens syriens » dans la région du Nagorno-Karabakh et dans sept autres districts occupés ainsi que la tentative d'y affréter des vols sont une preuve de plus de la politique d'annexion de l'Arménie. M. Mammadyarov a exhorté la communauté internationale à réclamer la cessation immédiate de telles mesures qui menacent le règlement négocié du conflit. La seule solution durable, a-t-il souligné, est de mettre un terme à l'occupation des territoires de l'Azerbaïdjan, de rétablir sa souveraineté et son intégrité territoriale et de respecter le droit inaliénable des réfugiés et des personnes déplacées de regagner leur foyer.

Il a insisté sur le fait que l'Azerbaïdjan demeure engagé en faveur du processus de règlement du conflit et affirmé n'avoir aucun doute quant à la possibilité de voir, un jour, les communautés azéries et arméniennes du Nagorno-Karabakh vivre côte à côte dans la paix et la dignité.

Tournant ensuite son attention sur la situation de la Palestine, M. Mammadyarov a indiqué que l'Azerbaïdjan avait accueilli, au mois de juin, la Conférence des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de la coopération islamique, organisée dans le but de créer un filet de sécurité financier pour les Palestiniens. Le pays a aussi accueilli la Conférence des donateurs en faveur de la ville d'Al-Qods.

M. PERRY G. CHRISTIE, Premier Ministre et Ministre des finances des Bahamas, a souligné que les Bahamas célèbrent le quarantième anniversaire de leur indépendance cette année. Il a aussi rappelé que le pays venait de signer la Convention relative aux droits des personnes handicapées dont la ratification devrait suivre, et que la fin de la discrimination contre les handicapés était en vue aux Bahamas. Le Premier Ministre a consacré une grande partie de son intervention au sort réservé aux pays comme le sien. Nous voyons, s'est-il expliqué, une agression économique incessante des pays développés contre les économies fondées sur les services financiers off-shore. Certains n'ont pas hésité à user de leur pouvoir pour imposer leur volonté, faisant valoir que l'accumulation des richesses dans ces économies a quelque chose « de fondamentalement immoral et d'intrinsèquement sombre ». Nous rejetons ce postulat et nous critiquons dans les termes les plus forts, les efforts que certains déploient pour « mutiler, handicaper voire détruire » les économies off-shore.

Paradoxalement, a objecté le Premier Ministre, les règles contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et la criminalité transnationale organisée sont bien plus robustes et plus efficaces que ceux des pays qui les critiquent. L'unilatéralisme et la diplomatie coercitive ne sont pas les meilleurs moyens de gérer cette situation. Lançons plutôt, a dit le Premier Ministre, un défi aux Nations Unies de mener la recherche sur des mécanismes multilatéraux de gouvernance du secteur des services financiers dans les économies off-shore, des mécanismes qui tiennent compte des intérêts des pays développés, qui veulent protéger leur système fiscal, et qui, dans le même temps, permettent aux économies off-shore de contribuer à croître de manière ordonnée et réglementée.

Il a par ailleurs relevé que l'immigration constituait un problème majeur pour les Bahamas, notamment l'immigration illégale en provenance d'Haïti et d'autres pays des Caraïbes. Notre pays n'a pas les moyens financiers et les infrastructures adéquates pour gérer ces flux migratoires, a-t-il plaidé. Il a aussi évoqué la question du commerce des armes et de la criminalité qui y est associée, aux Bahamas et dans tous les Caraïbes. Il a rappelé que les Bahamas ont signé le Traité sur le commerce des armes, et a souhaité que des mesures de surveillance plus fermes soient mises en place dans la région.

M. Christie a en outre critiqué le fait que les institutions financières internationales calculent le niveau de développement des pays en se basant sur le produit intérieur brut. Il a exhorté la communauté internationale à modifier cette manière de faire, afin que les besoins réels de développement des pays soient évalués d'une manière plus juste, plus équitable et plus pragmatique. Au sujet des changements climatiques, il a affirmé que 80% des Bahamas sont en dessous du niveau de la mer, et qu'une éventuelle élévation du niveau de la mer aurait des

conséquences désastreuses pour le pays. Il a terminé en invitant les dirigeants du monde à faire preuve de courage pour adopter des actions plus durables sur les questions d'intérêt international.

HAJI AL-MUHTADEE BILLAH, Prince héritier de Brunei Darussalam, a souligné que pour lui, le « Préparons le terrain », du thème de la session, signifie la « Vision 2035 » de son pays qui dicte la voie d'une économie dynamique et durable dans l'intérêt du peuple. Conformément à cette vision, l'accent est mis sur l'aide à apporter à la jeune génération pour qu'elle concrétise ses espoirs. Le Brunei aide aussi les pays en développement, dans les domaines tels que le renforcement des capacités, par des bourses d'études ou des programmes de formation auprès des communautés. Brunei espère que cette approche « peuple à peuple » permettra de promouvoir les échanges culturels et la compréhension mutuelle, a dit le Prince héritier.

Au niveau régional, il a rappelé que l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) a mis au point un plan visant à édifier une communauté de l'ANASE d'ici à 2015. En tant que Président de l'ANASE, cette année, Brunei a choisi pour thème « Nos peuples et notre avenir commun ». Brunei encourage déjà les autres membres de l'ANASE à travailler à un plan au-delà de 2015 pour renforcer la mission de promouvoir la paix, la stabilité et la prospérité. Le Prince héritier s'est dit heureux que le Secrétaire général de l'ONU ait accepté de participer au cinquième Sommet ONU-ANASE. Le Prince héritier a réservé ses derniers mots à la Palestine et à la Syrie.

M. THONGLOUN SISOU LITH, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la République démocratique populaire lao, a estimé que l'année 2013 avait marqué un nouveau tournant dans la promotion de la coopération internationale au développement et de la lutte contre la pauvreté dans le monde.

La situation politique, socioéconomique et environnementale mondiale continue d'être un obstacle à la réalisation des objectifs de développement durable, y compris les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), a-t-il dit. Dans ce contexte, il est plus que jamais crucial que la communauté internationale redouble d'efforts en vue de renforcer une coopération au développement, fondée sur une assistance sincère et mutuelle dans l'intérêt de tous et pour un monde plus sûr.

Au niveau régional, la République démocratique populaire lao a joué un rôle actif dans le processus de consolidation de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), dans les trois domaines qui la constituent, politique et sécuritaire, économique et socioculturel. Le renforcement politique et économique de la communauté de l'ANASE à partir du 31 décembre 2015 représentera une base solide pour la coopération régionale, contribuant ainsi au maintien et à la promotion de la paix, de la sécurité et du développement dans la région et dans le monde en général, a-t-il déclaré.

Malgré diverses réalisations dans son développement socioéconomique, à la fois en tant que PMA et pays sans littoral, la République démocratique populaire lao reste vulnérable et continue de faire face à de nombreux défis, a expliqué M. Sisoulith. Pour atteindre l'ensemble des OMD, le pays doit poursuivre des efforts importants pour surmonter les défis de la malnutrition infantile, de l'inégalité entre les sexes dans l'éducation et l'impact des armes à sous-munition et des munitions non explosées, a-t-il ajouté.

Selon le Ministre, le processus d'élaboration du programme de développement pour l'après-2015 est important pour tous les pays et les parties prenantes concernés. Il s'est dit convaincu qu'avec un esprit de coopération efficace et sincère, son pays sera en mesure d'atteindre les objectifs et buts fixés et surmonter les défis et les contraintes auxquels il fait face.

M. EAMON GILMORE, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères et du commerce de l'Irlande, a salué les mesures prises par le Conseil de sécurité en ce qui concerne la Syrie, une décision qui donne un nouvel espoir quant à la capacité de l'ONU à remplir ses responsabilités. L'Irlande a déjà promis de verser 200 000 euros pour financer le soutien au rôle de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) dans la mise en œuvre des dispositions. Il a apprécié que l'on envisage de tenir la Conférence Genève II dans quelques semaines.

Le Vice-Premier Ministre a également appelé à faire jouer la responsabilité pour ce qui se passe en Syrie, estimant que la Cour pénale internationale était l'organe approprié. Il a aussi demandé à toutes les parties syriennes de lever les obstacles à la fourniture de l'aide humanitaire et rappelé que son pays a contribué à hauteur de 15 millions de dollars aux opérations humanitaires, en ayant l'intention d'aller plus loin.

Le Vice-Premier Ministre s'est dit encouragé par la détermination du nouveau Gouvernement iranien de répondre aux inquiétudes de la communauté internationale et d'instaurer la confiance quant à la nature pacifique de son programme nucléaire.

Il a aussi abordé la question du maintien de la paix, faisant remarquer que son pays participe à sept missions de l'ONU, dont trois au Moyen-Orient. Les Casques bleus irlandais vont aussi être déployés à la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD), a-t-il ajouté. Sur la question du terrorisme, il a condamné l'attentat perpétré à Nairobi et a appelé à ne pas faire de compromis face à de telles menaces.

Venant aux questions de développement, il s'est félicité des progrès dans la réalisation des OMD, mais s'est inquiété des nouveaux défis tels que les changements climatiques qui compromettent ces progrès. Il a espéré qu'en 2015 les dirigeants du monde pourront adopter de nouveaux objectifs pour un avenir durable, juste et sûr. Dans son programme d'aide au développement, l'Irlande a donné la priorité à la lutte contre la faim et la malnutrition, a-t-il indiqué.

Enfin, le Vice-Premier Ministre a rappelé que son pays avait été élu l'an dernier, membre du Conseil des droits de l'homme. À ce titre, l'Irlande a joué un rôle important dans l'adoption, cette semaine, de deux résolutions sur la mortalité des enfants âgés de moins de 5 ans qui peut être évitée, sur le rôle de la société civile aux niveaux local, national, régional et international.

M. SURAPONG TOVICHAKCHAIKUL, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Thaïlande, a estimé que maintenant que l'on s'achemine vers le programme de développement pour l'après-2015, l'on ne doit pas éviter les questions qui fâchent. Le multilatéralisme a-t-il été à la hauteur des enjeux qu'il s'agisse de la sécurité, du commerce ou de l'environnement? Nous devons reconnaître que le développement ne peut s'enraciner sans la paix et la sécurité, la démocratie et les droits de l'homme. Pour renforcer les Nations Unies, nous devons trouver les moyens de rester unis et de dégager un consensus sur les questions qui importent le plus. Cela veut dire, s'agissant de la sécurité, qu'il faut trouver des moyens novateurs et créatifs de répondre aux menaces changeantes. Par exemple, quand un État échoue de protéger sa propre population, toutes les paroles ne serviront à rien à moins qu'elles ne s'accompagnent d'actions.

Mais quel genre d'actions, quand faut-il les mener et comment? C'est la raison pour laquelle les gens se tournent vers le Conseil de sécurité qui bien souvent apparaît paralysé quand il s'agit d'agir. La capacité de surmonter les impasses et de dégager le consensus devrait être au centre de la réforme du Conseil, a estimé le Vice-Premier Ministre.

Le Conseil n'étant pas les Nations Unies, l'unité et le consensus doivent aussi prévaloir face au développement. Le développement durable doit être au cœur de l'agenda des Nations Unies, et en la matière, le premier des défis sont les changements climatiques, qui pour beaucoup de pays dans le monde, sont directement liés à la sécurité alimentaire. Pour que le développement soit effectivement durable, il faut qu'il s'articule autour des populations, à savoir la sécurité humaine par l'accès à l'éducation et à la santé, pour laquelle il faut travailler à un accès universel. En l'occurrence, a estimé le Vice-Premier Ministre, la politique mise en place en Thaïlande pourrait servir de modèle aux autres pays en développement.

Pour offrir un environnement porteur d'unité et de consensus, la communauté internationale doit aussi mettre en place un nouveau partenariat mondial englobant les États, les Nations Unies, les organisations régionales, la société civile et les autres parties prenantes comme s'y attèle déjà l'ANASE. Le Vice-Premier Ministre a présenté la candidature de son pays à un siège au Conseil de sécurité pour la période 2017-2018, et au Conseil des droits de l'homme pour 2015-2017.

M. MANASSEH MAELANGA, Vice-Premier Ministre des Îles Salomon, a souhaité que le programme de développement pour l'après-2015 soit la concrétisation d'un nouvel esprit de partenariat afin de réformer l'architecture économique mondiale. Il a rappelé que sa sous-région fournissait 60% du thon produit dans le monde et que son pays poursuivait activement ses objectifs de développement de cette activité. Deux nouvelles pêcheries se sont installées cette année dans les Îles Salomon, a-t-il signalé.

Il a attiré l'attention sur l'accès à l'énergie durable, une priorité pour son pays qui vient de rejoindre l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA). Il a indiqué que son pays réfléchit avec la Fondation Clinton à la possibilité d'exploiter l'énergie géothermique. Plusieurs pays partenaires des Îles Salomon fournissent une aide à l'exploitation de l'énergie solaire.

Sur le plan des infrastructures, le Vice-Premier Ministre s'est réjoui de la construction du deuxième aéroport international aux Îles Salomon, grâce à l'aide de la Nouvelle-Zélande, et de l'ouverture de nouveaux ports et routes grâce à d'autres partenariats bilatéraux.

En ce qui concerne les changements climatiques, il a déploré la lenteur des progrès dans les négociations. Les conditions de vie de notre population sont en danger, a-t-il alerté. Il s'est cependant réjoui de la convocation, par

le Secrétaire général, d'un Sommet sur ce sujet l'an prochain, estimant que c'était le meilleur espoir d'éviter que les changements climatiques n'atteignent des niveaux irréversibles.

2014 sera l'année internationale des petits États insulaires en développement (PEID), s'est réjoui le Vice-Premier Ministre qui a dit compter sur le monde pour aider ces pays à éliminer la pauvreté. Il a fait part des efforts menés pour l'avenir durable de son pays en donnant l'exemple de l'ouverture de la première université nationale.

Les Îles Salomon sont entrées dans une nouvelle phase, après le succès de la phase de transition grâce à la Mission d'assistance régionale du Forum des îles du Pacifique, a-t-il ajouté. Il a aussi salué l'aide apportée aux pays du Pacifique par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Il a parlé de la coopération Sud-Sud dont son pays bénéficie de plus en plus, ainsi que de la coopération bilatérale avec des pays comme Fidji et la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Il a aussi exprimé son soutien à l'autodétermination de la Nouvelle Calédonie.

M. VETE PALAKUA SAKAIO, Vice-Premier Ministre de Tuvalu, a rappelé que le Gouvernement de son pays, récemment élu, avait lancé une feuille de route centrée sur les services de base et le renforcement de la bonne gouvernance, afin de pouvoir répondre efficacement aux effets des changements climatiques. Tuvalu est en bonne voie pour réaliser les objectifs de l'éducation primaire, de la mortalité infantile, de la santé maternelle et du partenariat mondial, tandis que l'objectif de réduction de la pauvreté semble impossible à atteindre, a-t-il indiqué. Il a expliqué que Tuvalu, qui est le quatrième plus petit pays au monde, est pauvre en ressources naturelles et qu'il n'a pratiquement pas de capacité de production. M. Sakaio a aussi énuméré les autres progrès accomplis, notamment dans le domaine de l'égalité entre les sexes.

Il s'est alarmé de la situation des petits États insulaires en développement (PEID), comme le sien, et a demandé que la prochaine Conférence sur cette question, qui aura lieu en 2014, adopte des mesures concrètes pour créer des partenariats. Il a dit avoir apprécié que le Conseil économique et social (ECOSOC) ait décidé de différer sa décision de sortir Tuvalu de la catégorie des pays les moins avancés (PMA).

Le Vice-Premier Ministre a tiré la sonnette d'alarme quant aux conséquences des changements climatiques et de l'élévation du niveau de la mer sur la sécurité et la survie même des pays comme le sien. Il s'est interrogé sur l'utilité de discuter des objectifs de développement durable pour l'après-2015, alors que le monde ne remplit pas son obligation de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Les changements climatiques ne sont plus une question environnementale ni une question politique, a-t-il affirmé, mais une question de sécurité humaine. Les PEID sont prêts à contribuer à la réduction des émissions, ce qui veut dire que les autres pays le peuvent aussi, a-t-il argué.

Il a lancé un appel à la persévérance en se basant sur la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et le Protocole de Kyoto. Il a exhorté les parties à œuvrer pour arriver à un cadre juridiquement contraignant afin de réduire les émissions lors de la prochaine Conférence COP19 prévue à Varsovie. Ce cadre devra prévoir des mécanismes de garanties pour les PEID, ainsi qu'un financement accessible pour l'adaptation aux changements climatiques.

M. Sakaio a aussi alerté sur l'urgence qu'il y a à traiter du problème de la carbonatation des océans et de leur biodiversité. Il a expliqué par ailleurs que son pays dépend beaucoup des importations de pétrole pour l'électricité et le transport. Pour faire face à ce défi, Tuvalu vise à atteindre 100% d'énergie renouvelable en 2020, a-t-il dit, saluant le soutien offert à cet effet par de nombreux donateurs.

M. EDWARD NALBANDYAN, Ministre des affaires étrangères de l'Arménie, a dit qu'aucun pays ne peut atteindre de façon isolée les OMD dans le contexte de l'interdépendance croissante des économies mondiales. Il s'est dit alarmé par l'aggravation de la situation humanitaire en Syrie, en attirant tout particulièrement l'attention sur la situation des Syriens d'origine arménienne pour lesquels la Syrie est devenue une deuxième patrie après le génocide arménien de 1915. Dans ce contexte, il a salué l'adoption, hier soir, de la résolution 2118 du Conseil de sécurité qui doit mener à l'élimination de toutes les armes chimiques en Syrie.

M. Nalbandyan s'est particulièrement félicité de l'adoption le 18 juin par les trois pays coprésidant le Groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) –Fédération de Russie, États-Unis et France– d'une nouvelle déclaration sur le Haut-Karabagh dans le cadre du Sommet du G-8 à Enniskillen. Il a dit que les déclarations faites par ce Groupe au cours des cinq dernières années peuvent représenter les bases d'un règlement durable du conflit. Il a regretté l'attitude consistant à vouloir privilégier certains éléments aux dépens d'autres, avant de fustiger l'attitude belliqueuse de l'Azerbaïdjan qui ne cesse de multiplier les discours anti-arméniens. L'Arménie a, plusieurs fois, réitéré son engagement vis-à-vis des principes du droit international, en particulier du non-usage de la force ou de la menace de la force.

Le Ministre des affaires étrangères de l'Arménie a affirmé que c'est l'Azerbaïdjan qui refuse toutes les propositions des trois pays coprésidents du Groupe de Minsk et qui ne respecte ni les mesures de base ni les mesures de renforcement de la confiance proposées. « L'Azerbaïdjan ne cesse de faire des provocations le long de la ligne de contact avec le Haut-Karabagh et l'Arménie ». Son Président, a poursuivi le Ministre, a d'ailleurs proféré de nouvelles menaces contre l'Arménie la semaine dernière, en réclamant des territoires arméniens, dont la capitale multimillénaire d'Erevan. Le Ministre a précisé que le Conseil des droits de l'homme a adopté une résolution parrainée par l'Arménie sur la prévention des génocides en mars 2013, en rappelant que son pays a été la victime du premier génocide du XXe siècle. L'Arménie préside depuis mai 2013, le Conseil de l'Europe et partage ses objectifs en matière de promotion des droits de l'homme, de la paix et de la sécurité.

M. AHMED TEGUEDI, Ministre des affaires étrangères et de la coopération de la Mauritanie, a souligné qu'à l'approche de la date butoir pour la réalisation des OMD, en 2015, il serait opportun que la communauté internationale mette en place des plans et programmes qui prennent en considération les échecs du passé et les défis de l'avenir. Il a, dans ce contexte, demandé aux pays riches de tenir leurs engagements relatifs au financement du développement. Il a souhaité des politiques appropriées en faveur des pays en développement, supervisées par les Nations Unies et les institutions financières internationales, dans le but d'appuyer les systèmes de santé et d'enseignement, l'annulation de la dette, le transfert de technologies et la suppression des barrières douanières sur les exportations des pays en voie de développement. Il a ensuite cité un certain nombre de mesures mises en place par le Gouvernement mauritanien pour « l'amélioration du niveau de vie du citoyen ». Il a ainsi évoqué des mesures visant à renforcer les secteurs de l'éducation et de la santé.

Le Ministre a relevé que la Mauritanie, comme la plupart des pays en développement, dépendait de l'importation des produits de première nécessité, une situation qui influe négativement sur la balance des paiements tout en rendant le pays vulnérable aux fluctuations du marché. Par ailleurs, M. Teguedi a noté que les Forces de sécurité mauritaniennes ont été dotées de moyens pour lutter et éradiquer le terrorisme. Il a rappelé que la zone sahélienne est soumise, depuis plusieurs années, aux réseaux du crime organisé transfrontalier, et a appelé la communauté internationale à appuyer les États de la région afin qu'ils puissent faire face à ce danger. Il a également rappelé que la Mauritanie a ouvert ses frontières aux réfugiés maliens quand leur pays était en crise.

Sur la question du Sahara occidental, le représentant a réaffirmé son soutien aux démarches du Secrétaire général et de son Envoyé personnel, visant à trouver une solution définitive, globale, juste et acceptable pour les deux parties, ce qui, a-t-il ajouté, renforcera la sécurité et la paix dans la région et facilitera la construction d'un Maghreb arabe prospère. Il a salué l'octroi, par l'Assemblée générale des Nations Unies, du statut d'État observateur non membre à la Palestine. Nous espérons, a-t-il noté, que cette résolution soit le début d'une ère nouvelle, celle de l'indépendance de la Palestine sur les frontières du 4 juin 1967 et avec pour capitale Jérusalem-Est. Il a enfin indiqué que la diffusion de la culture de la paix, de l'esprit et des valeurs de tolérance entre les peuples et les civilisations serait la meilleure voie pour la sécurité du monde.

Mme AURELIA FRICK, Ministre des affaires étrangères du Liechtenstein, a estimé que la situation en Syrie avait montré les limites et les faiblesses de notre système multilatéral. Elle a jugé triste qu'il ait fallu attendre un acte odieux, l'utilisation d'armes chimiques, pour que le Conseil de sécurité passe à l'action. Elle a demandé de ne pas oublier que les combats se poursuivent au détriment de la population.

Mme Frick a espéré que ces progrès pousseraient le Conseil de sécurité à assumer ses responsabilités en assurant la destruction des stocks d'armes chimiques, en faisant pression sur les parties au conflit pour qu'elles acceptent un cessez-le-feu, en œuvrant en faveur d'une solution politique et en préparant le terrain pour faire jouer la responsabilité pénale.

La Syrie est notre plus grand échec en termes de responsabilité dans l'histoire récente, a déclaré Mme Frick. Relevant que des crimes ont été commis des deux côtés, elle a rappelé que la Cour pénale internationale (CPI) avait précisément été créée pour ce genre de crime. Et c'est précisément ce type de situation qui nous a conduits à donner au Conseil de sécurité la compétence de déférer une situation devant la Cour, a-t-elle ajouté avant de demander au Conseil de prendre des mesures en ce sens.

La CPI a pour mission de poursuivre les responsables des crimes les plus graves en droit international, a rappelé la Ministre. Précisant qu'il est demandé à la Cour de se concentrer sur les hauts responsables de ces crimes, elle l'a encouragée à ne pas se laisser intimider pour enquêter et poursuivre ceux qui sont à des postes de pouvoir.

Le Ministre a aussi rappelé l'importance des amendements de Kampala au Statut de Rome adoptés en 2010 qui pénalisent l'utilisation de poison, de gaz ou autres matières asphyxiantes ou toxiques. Toutefois, selon elle, l'étape la plus importante franchie avec ces amendements est la définition du crime d'agression.

Elle a ensuite soutenu le principe de la responsabilité de protéger les populations contre les crimes les plus atroces. À cet égard, elle a lancé un appel aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité pour qu'ils renoncent à leur droit de veto pour ne pas bloquer des mesures visant à faire cesser ce genre de crime. La Ministre a aussi plaidé en faveur d'une plus grande lutte contre la violence sexuelle dans les conflits. Elle a enfin demandé que les futurs objectifs de développement durable pour l'après-2015 soient centrés sur les droits de l'homme et le respect de l'état de droit.

M. ABUBAKER AL-QIRBI, Ministre des affaires étrangères du Yémen, a affirmé que le règlement pacifique des différends et le dialogue poursuivi par son pays sur le plan intérieur depuis plus de six mois s'inspiraient des nobles idéaux et objectifs consacrés dans la Charte des Nations Unies et ses instruments. Il a fait état de l'attachement du Yémen à la coexistence pacifique, au rejet de la violence et au dialogue. Le Ministre a assuré que le Yémen était un modèle unique qu'il convenait de suivre étant donné les changements immenses intervenus dans la région du Moyen-Orient.

M. Al-Qirbi a souligné que les autorités yéménites avaient procédé à un renforcement de la sécurité et de la stabilité du pays grâce à des institutions militaires et de sécurité plus aptes à assurer la protection de l'État. Il a, de même, fait part des efforts entrepris en vue de l'élaboration d'une nouvelle constitution, de l'organisation d'un nouveau référendum et de la préparation des prochaines élections présidentielle et parlementaires.

Le Yémen, a-t-il poursuivi, doit faire face à une multitude de problèmes comme le chômage, la pauvreté et la mauvaise qualité des services, des facteurs qui, a-t-il précisé, ne favorisent pas la stabilité mais plutôt les activités de groupes extrémistes, en particulier Al-Qaïda. Le Yémen, a ajouté le Ministre, a besoin de la communauté internationale pour mettre en œuvre sa stratégie nationale de lutte contre le terrorisme, les donateurs devant notamment accélérer le respect de leurs promesses.

Le Chef de la diplomatie yéménite a également lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle aide le Yémen à traiter le problème des réfugiés et de son impact sur le pays. De même, M. Al-Qirbi a souhaité que des actions soient menées pour mettre un terme à toutes les mesures d'oppression contre les Palestiniens et lutter contre toutes les tentatives de judaïsation de Jérusalem. Enfin, il a condamné l'utilisation des armes chimiques par toutes les parties en Syrie, appelant celles-ci à choisir la voie du dialogue. La Conférence de Genève II devrait être convoquée au plus vite, a-t-il ajouté.

M. ABDULLAH BIN ZAYED AL NAHYAN, Ministre des affaires étrangères des Émirats arabes unis, s'est dit profondément déçu de l'incapacité de la communauté internationale de mettre fin à la tragédie du peuple syrien causée par les actions militaires des forces syriennes. Il a dit que son pays continuait de fournir une aide humanitaire au peuple syrien, tout en appelant à des efforts régionaux et internationaux concertés pour répondre aux besoins humanitaires des déplacés et des réfugiés. Le Ministre a indiqué que son pays suivait avec une grande attention les développements positifs observés en Égypte. Il a mis l'accent sur la seconde vague de la révolution qu'a connue l'Égypte le 30 juin dernier alors que des dizaines de millions d'Égyptiens exprimaient leur volonté d'arrêter une feuille de route pour un meilleur avenir qui assurerait une démocratie inclusive fondée sur les aspirations de toutes les composantes du pays.

Le Ministre a rappelé que le peuple palestinien attendait depuis des décennies de réaliser son autodétermination et de parvenir à un État indépendant avec Jérusalem comme capitale dans les frontières de juin 1967. Il a salué la relance des pourparlers de paix sous les auspices des États-Unis, en espérant qu'ils conduiront à l'édification d'un État palestinien. Mettant l'accent sur la sécurité et la stabilité de la région du Golfe, le Ministre a regretté l'occupation persistante par l'Iran, des trois îles d'Abu Musa, de la Petite et Grande Tonb. Il a demandé la restauration de la pleine souveraineté de son pays sur ces trois îles, en estimant que les actions de l'Iran sur ces îles étaient contraires au droit international. Il a appelé la communauté internationale à exhorter l'Iran à répondre aux appels sincères des Émirats arabes unis pour rechercher un règlement juste de ce différend par le biais de négociations directes ou en le référant à la Cour internationale de Justice. S'agissant du programme nucléaire iranien, il a exhorté l'Iran à coopérer de manière constructive avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) afin de dissiper toute suspicion. En outre, M. Abdullah Bin Zayed Al Nahyan s'est dit encouragé par l'adoption du rapport de l'examen périodique universel de son pays par le Conseil des droits de l'homme, qui a salué les progrès enregistrés dans le pays.

M. K SHANMUGAM, Ministre des affaires étrangères et de la justice de Singapour, a déclaré que la violence et les conflits sont la plus grande menace à la stabilité mondiale tout comme la pauvreté. Il a invité la communauté internationale à y répondre, et il a en outre salué l'adoption de la résolution 2118 du Conseil de sécurité relative à la destruction des armes chimiques syriennes. Il a souhaité qu'une solution politique soit trouvée à la crise syrienne à travers la Conférence Genève II. Il a ensuite tiré la sonnette d'alarme au sujet de la dégradation de l'environnement mondial due aux activités humaines telles que la déforestation et la pollution. Nous ne pouvons faire comme si de rien n'était, s'est indigné M. Shanmugam, tout en invitant la communauté internationale à placer

l'éradication de la pauvreté et la durabilité au centre du programme de développement mondial. Il a rappelé que l'ONU seule, de part sa représentativité universelle, devrait pouvoir établir un nouveau programme de développement mondial qui soit inclusif, efficace et souple.

Le Ministre a évoqué les mesures de développement engagées par Singapour, et qui ont permis à ce petit État de 700 km² et densément peuplé, de pouvoir par exemple rendre la moitié de son territoire verdoyant tout en conservant des forêts primaires. De même, il a déclaré que Singapour importe 40% de son eau potable, mais que le pays a mis en place des mesures palliatives comme la collecte de l'eau de pluie, la désalinisation de l'eau de mer, et le recyclage de l'eau usée. Revenant sur le programme de développement pour l'après-2015, le Ministre a suggéré qu'il s'inspire des OMD. En la matière, a-t-il prévenu, il faut éviter d'être directif car chaque pays est unique. Mais l'éradication de la pauvreté et le développement durable doivent en être le fruit. Il nous faut un assorti d'objectifs pragmatiques et quantifiables.

Le Ministre a souligné qu'étant donné qu'en 2050, 7 personnes sur 10 vivront dans les villes, il serait judicieux de mettre l'accent sur les questions d'urbanisation telles que l'eau et l'assainissement. Il a rappelé que la moitié des pays du monde sont des petits États et plaidé pour qu'une attention particulière soit accordée aux petits États insulaires en développement (PEID) qui sont parmi les plus vulnérables. Il a évoqué les programmes de partenariat entre Singapour et certains pays, comme le projet conjoint mené avec la Chine pour la création d'une ville écologique à faible émission de carbone.

Droits de réponse

La représentante de la [Serbie](#), qui a répondu à l'intervention du Premier Ministre de l'Albanie, a affirmé que la consolidation de la paix et de la stabilité régionale dans les Balkans constituait une priorité absolue de la Serbie. Mais les appels à des actions unilatérales qui ont été lancés représentent une violation de la Charte des Nations Unies et des résolutions du Conseil de sécurité. Une telle approche est contreproductive et va à l'encontre de tous les efforts entrepris jusqu'ici pour trouver une solution durable à la question du Kosovo, a-t-elle tranché.

Elle a ajouté que l'accord scellé, il y a six mois, sous les auspices de l'Union européenne, fournissait un cadre permettant de trouver une solution pratique et réelle à la situation des citoyens de la région, ce qui n'implique pas la reconnaissance par la Serbie d'un acte unilatéral. L'appel à la reconnaissance du Kosovo, entendu aujourd'hui, est contraire au processus en cours et ne contribue pas au renforcement de la confiance, a-t-elle conclu.

À son tour, le représentant de l'[Iran](#) a jugé inacceptable la terminologie utilisée par le Ministre des affaires étrangères des Émirats arabes unis pour désigner le Golfe persique, en rappelant qu'il est un fait incontestable que la mer située entre la péninsule arabe et l'Iran s'appelait Golfe persique. Toutes les cartes géographiques en témoignent, a-t-il dit, avant de qualifier de « sans fondement », les revendications sur les trois îles d'Abu Musa, de la [Petite et Grande Tonb](#). Il a toutefois assuré que son pays était prêt à discuter de la question bilatéralement.

Toutes les cartes, a rétorqué le représentant des [Émirats arabes unis](#), démontrent au contraire que ces trois îles appartiennent à mon pays qui ne renoncera jamais à protéger son intégrité territoriale. Les Émirats arabes unis ne reconnaîtront jamais les initiatives de l'Iran. La stabilité du « Golfe arabe » exige des relations de bon voisinage dans le respect de l'intégrité et de la souveraineté territoriales de tous les États.

* *** *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel